

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées

cgt

BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin - 31070 TOULOUSE cedex

JANVIER 1995. N° 101

sans la sécu t'es tout nu !



MANIFESTATION REGIONALE

4 FEVRIER 1995

10 H 30

TOULOUSE Métro Jaurès

LA DERNIERE LIGNE DROITE

La volonté d'agir, ensemble, pour défendre, rénover la SECU et la Protection Sociale, devient une exigence incontournable.

Qu'il s'agisse de la retraite, la santé, l'hôpital, la famille, les reculs, déjà importants, risquent de devenir considérables. Les propositions contenues dans de nombreux rapports - d'abord celui du Gouvernement - rapports Maareck, Picq, de Foucauld, Minc, Soubie, vont toutes dans le même sens: c'est un système de protection sociale à la Thatcher, un système à minima, dommageable pour tous, que l'on veut imposer aux français. Tous pour preuve d'une rare cohésion: toucher aux acquis gagnés grâce à l'idéal égalitaire à la française qui a animé et continue d'animer toutes les luttes de salariés.

Voir là l'enjeu qui est posé aux salariés.

La prise de conscience grandit que c'est trop grave, trop dangereux, trop vital pour soi-même, pour les jeunes comme les plus âgés; cela s'est exprimé notamment au travers d'un sondage CSA, révélant que 83 % des français seraient prêts à signer une pétition, 71 % à manifester et 50 % à faire grève pour sauver la sécu.

Cette aspiration à la solidarité, au droit à l'égalité et à la justice fait de la protection sociale, de son contenu et de son financement l'un des enjeux majeurs pour notre société en cette fin de 20ème siècle. Et le syndicalisme a un rôle essentiel à jouer dans cette bataille-là.

Surmonter les obstacles, travailler au rassemblement dans l'action revendicative, c'est bien le sens de toutes les initiatives de la CGT. Plus d'1.5 million de signatures, de multiples rencontres, débats, échanges dans les entreprises, les départements, mais aussi au plus haut niveau (car rien ne s'oppose) relèvent de notre volonté de construire la journée du 4 Février de la manière la plus unitaire, la plus large. Un certain nombre de grandes organisations ou associations seront présentes, sur l'ensemble du territoire la CSF, la FSU, CNL, FMF, FMH, le MODEF, dans d'autres régions, la CFDT, la FCPE; et même si à ce jour tout le monde n'est pas réuni, que tous s'expriment, mobilisent sur ce thème-là, dans les formes que chacun décide, tout cela relève bien de la construction d'un rapport de forces durable, nécessaire pour sauver, améliorer la Sécu et la Santé Publique.

Ce rassemblement, il est à construire d'abord à l'entreprise, sur le lieu de travail. C'est là qu'existent les potentialités de mobilisation pour et autour de la Protection Sociale.

Faire l'impasse sur les salaires ou sur l'emploi conduit tout droit à la maîtrise des dépenses de Santé.

Quand un salarié sur deux gagne - de 7 400 f,
Quand un salarié sur quatre gagne 5 500 f,
Quand le chômage continue à progresser,

Il y a vraiment besoin d'une cohérence dans notre démarche revendicative.
Cohérence aussi dans notre démarche unitaire.

Pourquoi ce qui est possible sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les libertés ne le serait-il pas sur la Sécu, la Santé ou la retraite?

Tout part de l'entreprise, disons-nous! Les multiples luttes des derniers mois, et leurs succès, sont significatives des efforts déployés par l'ensemble de nos militants. Quelque chose est en train de changer. Ce n'est pas le raz-de-marée et c'est encore insuffisant. Mais ça existe! Il y a une écoute, une disponibilité nouvelle qu'il nous faut apprécier car ce sont les premiers fruits de notre travail.

La manifestation du 4 Février doit être le premier prolongement à toutes les initiatives en cours.

Le Comité Régional, appelle l'ensemble des organisations, UL, Syndicats, les militants à prendre ou poursuivre, sans délai, les initiatives nécessaires afin de construire, ensemble, cette grande journée nationale.

C'est la dernière ligne droite pour conduire avec les salariés dans les entreprises, les localités, la discussion pour l'action avec le débat sur le 45ème Congrès, le placement du FNI 95, le renforcement de la CGT et le succès de la manifestation régionale de Toulouse.

Au nom du Comité Régional et de son secrétariat, il me reste à vous souhaiter meilleurs voeux de bonheur, de santé, pour vous et vos familles, pour l'année 95...et Bon Courage.

Michel SALVAYRE

LE 4 FEVRIER: ON SE MANIFESTE !

Les échos qui parviennent de la préparation des différentes entreprises des départements de notre région montrent que l'initiative lancée par la C.G.T. rencontre un accueil favorable.

En effet, nous ne partons pas de rien: la pétition nationale porteuse de 71 295 signatures, les multiples initiatives dans le cadre des semaines de septembre, de novembre.

APPELS

4 FEVRIER : Objectifs de participation manif régionale:

UD ARIEGE: AC. ACE. UDCGT. FCPE. Marche pour les Etats Généraux - FSU et ses syndicats: SNEP. SNES. SNPIEN. SNETAA. SNETAP. SNUIPP - **10 BUS.**

UD AVEYRON: CGT. CONTACT FSU. MUTUELLES. AUTRES ORGANISATIONS- **6 BUS.**

UD HAUTE-GARONNE: UMD MUTUELLE DE FRANCE. MUTUELLE DOUANES. CSF. UD CGT. AGET UNEF. CNL. AEFTI. FSU - **Objectif: 13 000 participants.**

UD GERS: UD CGT. FSU - **7 BUS.**

UD LOT: UD CGT. FMF. - **7 BUS.**

UD HAUTES-PYRENEES: CGT. FSU. FCPE. Mouvement de la Paix. CSF. Mutuelles FMF: EDF/GDF. Hôpital de Tarbes. Socata. Mutuelle Tarbes. - Mutuelles FNMF: Mutuelle Entraide Sociale de Bagnères. Mutuelle Equipement- SNUI. **Objectif: 1 000 participants.**

UD TARN: CGT. FSU. CNL- **20 BUS.**

UD TARN-ET-GARONNE: CGT - **7 BUS.**

C'est donc un objectif de plus de 16 000 participants et près de 80 bus que se sont fixés comme objectif les UD de notre région !

Mettons à profit ces quelques jours pour démultiplier initiatives, contacts...

5 DE RODEZ: UN JUGEMENT INIQUE !

La Cour d'Appel de Toulouse a rendu son jugement le 19 Janvier. Elle confirme les condamnations du Tribunal de Rodez et condamne nos quatre camarades à un mois de prison avec sursis, M. SANCHEZ a été relaxé par le jugement de Montpellier.

On se souvient que les directions d'EDF-GDF s'étaient prononcées pour une exemplarité des condamnations, n'hésitant pas lors de l'audience du 21.12.94 à qualifier la CGT "d'association de truands et de faux témoins".

C'est dire combien le jugement qui vient d'être rendu revêt un caractère éminemment politique.

Il frappe des militants qui ont été les animateurs d'un syndicalisme de lutte, de rassemblement au service de la défense de l'emploi, du service public, des militants intègres qui font l'honneur de l'entreprise nationale.

L'action doit se poursuivre pour imposer leur relaxe, pour reconquérir et imposer les libertés nécessaires à la défense des revendications.

Cela est d'autant plus urgent que nous assistons dans notre région à un développement sans précédent des attaques contre les militants de la CGT:

Claude ROIGT: militant à EDF Garonne-et-Tarn, traduit en conseil de discipline, contre qui la direction organise une véritable machination afin de le sanctionner de la peine la plus lourde prévue au statut national.

ABG-SEMCA à Toulouse, la direction a engagé un recours hiérarchique au Ministre pour obtenir le licenciement de 10 élus dont 9 CGT que l'Inspecteur avait refusé.

Guy FAVIER à la SEMVAT Toulouse, dont l'action a empêché le licenciement, mais qui a été rétrogradé avec une perte de salaire de 1 500 F/mois.

Robert BLANCO, Christine VALDEVIT, respectivement Secrétaire Général de l'UD 31 et Secrétaire Générale de l'UL Toulouse Mirail, convoqués au Commissariat de police, suite à une plainte déposée par le Chef du Personnel de la SEMVAT.

Pierre ROUSSEAU: Ingénieur à Forest LINE (Aveyron) licencié! Des incidents d'une extrême gravité qui se sont produits au Conseil des Prud'hommes de Toulouse par le discours musclé du Président patronal, visant les conseillers salariés, les magistrats.

Alors que le CNPF annonce sa volonté de renouer le dialogue social, il n'en renonce pas moins à poursuivre ses attaques anti-syndicales.

L'enjeu vise à briser toute résistance des salariés face aux mauvais coups que gouvernement et patronat veulent imposer.

On comprend la hargne qu'ils y mettent dans ce contexte ou de plus en plus de salariés osent relever la tête et agissent pour leurs revendications salaires et emplois.

L'action est la bonne voie pour exiger avec les revendications, la liberté de revendiquer!

DECLARATION DU GROUPE CGT

AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL REGIONAL (C E S R)

Lors de l'Assemblée Plénière du 12 Décembre, le Groupe CGT a proposé un voeu concernant les futurs automoteurs régionaux dont le Conseil Régional vient de passer commande pour la SNCF.

A l'origine, le cahier des charges prévoyait la motorisation de ces engins par Renault Véhicules Industriels (RVI).

Prenant prétexte des exigences nouvelles de performance de la SNCF, la direction GEC Alsthom (maître d'ouvrage du marché public), a l'intention de confier la réalisation des moteurs à sa filiale anglaise CUMINS, privant ainsi l'entreprise nationale d'une commande importante, avec des conséquences graves sur l'emploi.

La CGT considère que cette décision est inacceptable. " L'argent public doit prioritairement être utilisé au développement industriel et à l'emploi sur le territoire national".

Le voeu présenté par la CGT, permettait au CESR Midi-Pyrénées de soutenir cette démarche.

Bien que d'accord sur notre proposition, le Président du CESR n'a pas souhaité engager l'assemblée sur cette position, mandat lui est donné pour rencontrer la direction de la SNCF. Nous regrettons

une telle attitude! En effet, en refusant de soumettre le voeu de la CGT au vote de l'assemblée, le président a pris la responsabilité de priver l'assemblée d'une réflexion de fond sur un enjeu régional, dont il affirme en permanence l'intérêt.

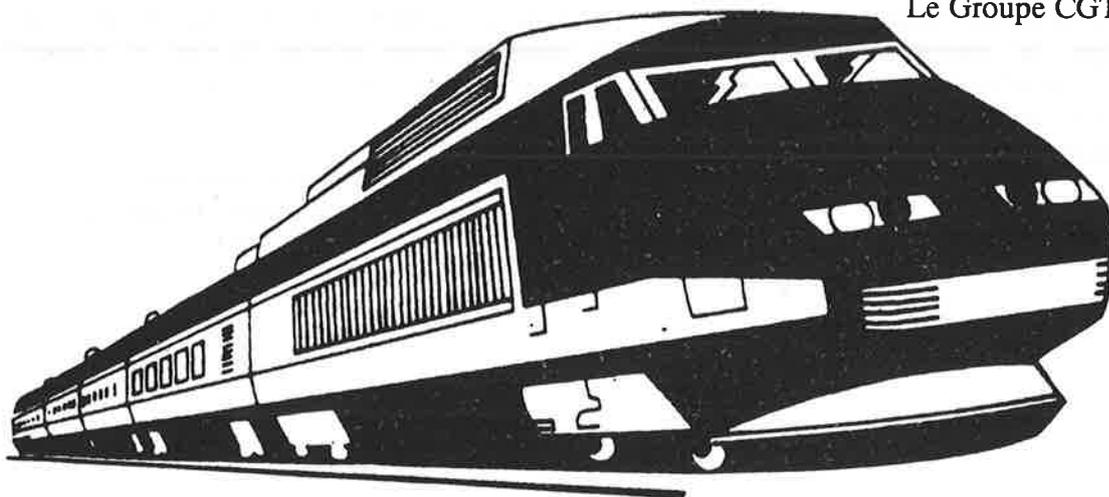
Il épargne le Conseil Régional qui doit s'exprimer clairement sur l'utilisation des fonds publics régionaux.

Enfin, le mandat donné au Président, sans contenu, interroge quant à la forme et la personnalisation des interventions du CESR.

Il est pour le moins surprenant que tant du côté des organisations syndicales (hormis le Groupe CGT) que du patronat ou du mouvement associatif, pas une voix ne se soit élevée pour demander que ce voeu soit soumis au vote de l'assemblée. Cette position est d'autant plus choquante que de toutes parts, fleurisse les discours sur l'exclusion, le chômage, la nécessité de créer des emplois.

La CGT, pour sa part, ne laissera pas faire et poursuivra son action pour que l'argent public serve prioritairement au développement et à l'emploi sur le sol national.

Toulouse, le 15.12.94.
Le Groupe CGT/CESR.



DECLARATION
SYNDICAT C.G.T. MOTOROLA
SYNDICAT SNTRS C.G.T. (Section Syndicale du LAAS)
COMITE REGIONAL C.G.T.MIDI-PYRENEES

La presse s'est largement fait l'écho du projet d'extension du Centre de Production de circuits intégrés et la création d'un Centre de recherche et de développement de nouvelles technologies sur le site de MOTOROLA.

Le nouveau programme, devra, selon la direction de MOTOROLA employer 400 personnes dont 250 embauchés extérieurs, sur trois ans.

L'annonce du développement des activités industrielles accompagnées de la création d'emplois, dans notre département frappé par la crise et le chômage, ne peut que réjouir les salariés de l'entreprise, les chercheurs du LAAS dont les savoirs-faire et compétences seront utilisés au service du développement économique.

C'est dans ce sens que leurs organisations syndicales CGT respectives se félicitent de ce projet d'extension.

Cependant l'effet d'annonce, ne doit pas masquer l'importance des coûts et le prix à payer pour les salariés, les personnels du LAAS, les contribuables de Midi-Pyrénées.

Il est clair que l'entreprise MOTOROLA vise au travers de ce projet une adaptation aux marchés mondiaux, elle a besoin d'une augmentation très importante de ses capacités de production (x3,5) pour faire face à une augmentation de la demande dans le domaine des semi-conducteurs.

Elle est n° 3 mondial dans ce domaine et n° 2 européen, et réalise un CA de 3,5 Mds de francs en augmentation de 1 Md de frs depuis 1989. Ses bénéfices sont en constante progression.

C'est dire si l'entreprise dispose de moyens financiers conséquents pour faire face aux investissements nécessaires.

Pourtant elle s'inscrit dans la même logique d'appel aux fonds publics que l'a fait l'entreprise STORAGE TECK pour son

installation à Toulouse, en exigeant des collectivités locales un financement total de 400 000 F par emploi créé!

MOTOROLA bénéficiera de la même façon de l'apport des fonds publics au travers de la demande de convention FNE pour la reconversion du personnel, d'exonération de Taxes Professionnelles et par la mise en place d'un labo commun MOTOROLA-LAAS.

Outre la part de financement public par le CNRS, la région Midi-Pyrénées financera à hauteur de 5,1 M de frs ce labo commun.

Cela relance de singulière façon le débat sur l'usage et le contrôle des fonds publics, la politique d'aides publiques aux entreprises que privilégie le Conseil Régional et qui s'élèvera en 1995 à 328 M de frs, tel que l'a dénoncé le Groupe CGT au CESR.

Nous ne pouvons que condamner cet usage des fonds publics au seul profit d'une entreprise qui de plus réalise des profits importants.

Les salariés, personnels et leurs organisations s'inquiètent de l'utilisation, au travers de ce dispositif, de la recherche publique et des fins privées.

Certes Toulouse constitue un pôle de recherche qui est un atout incontestable pour le développement régional, les personnels de la recherche souhaitent et agissent pour que soient reconnus leurs compétences, leurs savoirs-faire.

Cela pourrait se traduire dans une véritable coopération entre le secteur de la recherche et l'industrie en ne perdant pas de vue qu'ils sont attachés à définir la finalité de cette recherche, d'en voir les retombées pour l'emploi et l'industrie.

Or, à peine une trentaine d'emplois seront créés autour du Labo commun. Certes ce Labo commun MOTOROLA-LAAS concrétise des coopérations déjà existantes

entre les deux secteurs. Mais pour quel profit, dans quel but ?

C'est clair au profit et à l'usage exclusif de MOTOROLA tel que le définit la convention qui vient d'être signée.

C'est cela qui est critiquable !. La propriété et l'exploitation des résultats deviennent privées, alors qu'elles devraient servir largement tout le secteur industriel.

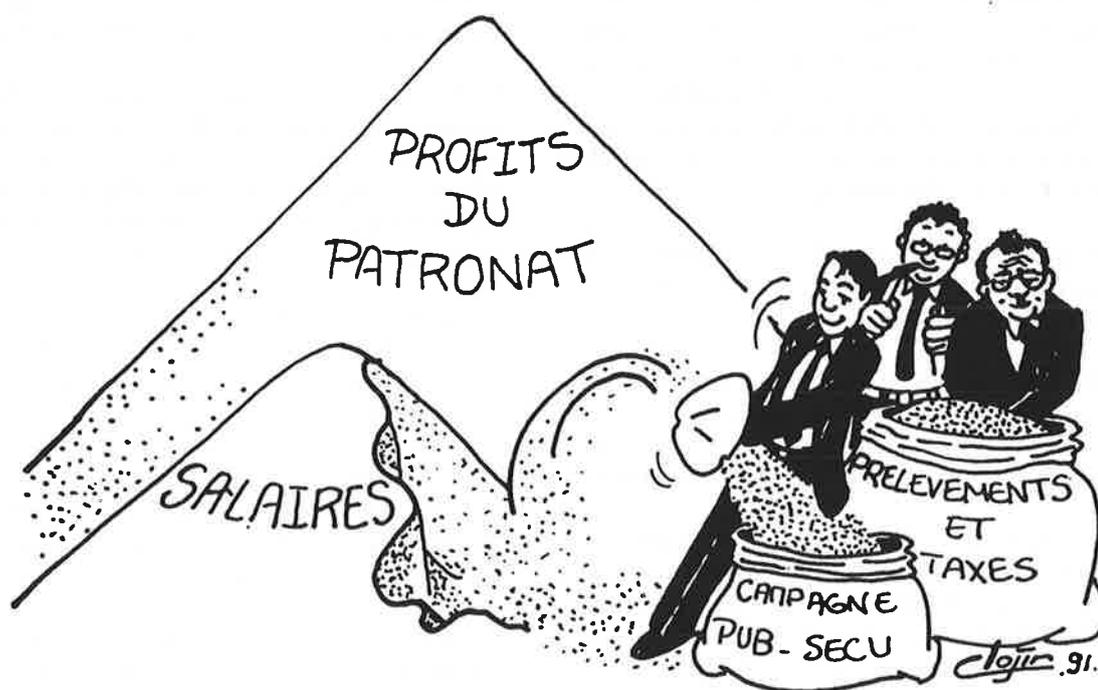
Plus grave est le danger de voir les labos publics détournés de la recherche fondamentale et incités à ne travailler que

sur des applications immédiates: le LAAS est financé déjà à 70 % par des contrats .

La question des moyens et des conditions de travail est une aspiration forte des luttes que mènent les personnels de recherche avec leurs organisations syndicales.

C'est pourquoi, c'est dans ce sens que nos organisations appellent ensemble les salariés, à la plus grande vigilance quant à l'utilisation des fonds publics au profit d'intérêts privés.

Toulouse, le 18 Janvier 1995.



45 ème CONGRES : ON DEBAT !

INGENIEURS ET CADRES:

UNE RENCONTRE-DEBAT PORTEUSE DE PERSPECTIVES

Les syndicats CGT de la Haute-Garonne sont engagés de plein pied dans la préparation du 66ème congrès de l'UD des 8, 9, 10 Février en lien avec le débat du 45ème congrès.

Janvier avec le temps fort de débat décidé par la CE UD et son implication, connaît une accélération du nombre d'initiatives et montre la disponibilité des syndiqués.

Débats dépourvus de formalisme et bien en prise avec les préoccupations concrètes, l'action revendicative à développer, la syndicalisation pour un autre rapport de force à partir de la revendication.

On peut aussi dire que tous ces débats stimulent, dynamisent l'activité revendicative. Ils sont un point d'appui précieux pour la réussite de la grande manif unitaire pour la protection sociale du 4 Février 1995.

L'un des éléments en débat pour développer le syndicalisme CGT en Haute-Garonne est celui de sortir d'une activité généraliste en développant l'action spécifique.

Les ingénieurs, cadres, techniciens représentent 40 % du salariat avec un essor ces dernières années, le plus fort du pays. Les seuls ingénieurs et cadres représentent 18 %. C'est dire que pour construire un autre rapport de force par l'intervention active des salariés, il est impératif que nous relevions ce défi.

D'où le débat avec les ingénieurs et cadres, organisé conjointement par l'UGICT-CGT 31 et l'UD CGT 31 le 19 Janvier. Avec une participation de 87 personnes, ingénieurs et cadres de tous les secteurs du département : métallurgie, SNCF, EDF-GDF, Banques, Enseignement, Fonction Publique, Santé ... Il a été d'une remarquable qualité par l'aspect numérique, par son contenu. Il a montré :

- le divorce grandissant entre direction et personnel d'encadrement avec le mécontentement très vif que cela suscite.

- des problèmes revendicatifs de salaires, de contenu et de charges de travail, d'emploi, de chômage, de liberté, de dignité se posent avec une grande acuité. La CD UGICT anime une activité à l'APEC vers les nombreux cadres privés d'emplois.

- ces questions ne sont pas formulées en termes généraux mais à partir d'un vécu spécifique des personnels d'encadrement confrontés également à la mise en place de décisions patronales qu'ils ne pratiquent pas et qu'ils sont tenus de mettre en oeuvre.

- la communauté des problèmes auxquels sont confrontés les ingénieurs et cadres quelle que soit la branche d'activité.

- le besoin d'une activité et d'une organisation spécifique comme l'UGICT-CGT pour donner toute sa dimension revendicative concrète à l'exaspération grandissante des personnels d'encadrement. Il a été relevé la forte participation de ces catégories aux récents mouvements de grève et de manifestation à Aérospatiale Toulouse et leur vote plus important pour l'UGICT-CGT aux élections professionnelles.

Cette initiative démontre également, grâce au travail engagé par la commission départementale UGICT avec le concours de toute la CGT en Haute-Garonne, l'émergence de militants parmi ces catégories. Elle montre le chemin parcouru et les possibilités existantes.

Gérard Delahaye, secrétaire général de l'UGICT :

- a démontré l'écrasement salarial parmi ces catégories qui ont fortement perdu : - 6 % de perte en 3 ans, ce qui pèse sur les bas

salaires et contribue au blocage du déroulement de carrières.

- revenant sur la nécessité de la structure spécifique et répondant aux inquiétudes exprimées de phénomènes régressifs dans ce domaine, il précisait qu'elle était un outil nécessaire au rassemblement de tous les salariés dans l'action car les tentatives de division des directions sont très fortes.

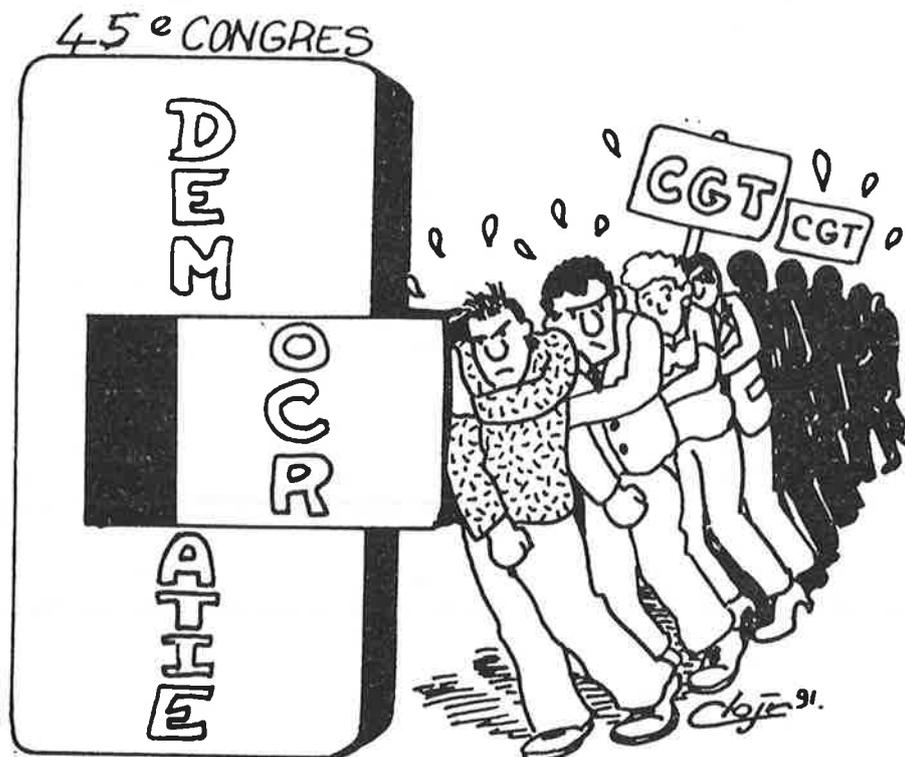
Les progrès nationaux de la CGT aux élections à EDF-GDF chez les cadres attestent de la validité de cette conception. En tout état de cause, il appartient aux syndiqués de ces catégories d'avoir la liberté de décider de créer ou pas la structure spécifique.

Ce débat montre les possibilités existant pour développer le syndicalisme CGT chez des catégories où nous sommes parfois pas du tout ou très peu représentés. L'implantation de l'UGICT-CGT parmi les ingénieurs des sociétés informatiques à Toulouse le prouve.

Un jeune ingénieur de Motorola, multinationale américaine, nouveau syndiqué, nouveau élu CHSCT, outre le dynamisme de son engagement, a montré que c'était au départ l'engagement du syndicat ouvrier qui a permis l'activité et l'implantation chez les ingénieurs.

Donc un riche débat porteur d'espoir, qui montre également que nous avons dans le débat préparatoire au 45ème congrès, à organiser des débats rassemblant toutes les catégories de syndiqués mais aussi plus spécifiques. Poussant cette démarche, des exigences d'activité syndicale d'une autre qualité parmi les ouvriers, les employés, les techniciens et catégorie B de la Fonction Publique émergeront. Le numéro d'Options du 6 Février en publiera le compte-rendu.

Robert BLANCO
Secrétaire Général UD 31
Membre du Comité Régional.



LOT: ENVIE DE DEBAT.

Nous sommes au coeur de la période qu'il faudrait forte d'impulsion des initiatives et des débats autour de la préparation du 45^{ème} Congrès. Il s'agit d'une phase importante qui nécessite un investissement de chaque organisation, de chaque dirigeant, afin d'être en capacité de réussir le rendez-vous du CCN d'Avril.

Si quelques rendez-vous sont organisés, si quelques débats ont lieu, il reste encore beaucoup à faire et à accélérer le pas, passer à une vitesse supérieure.

Cet engagement plus fort est une condition impérieuse pour ne pas prendre un retard qui serait préjudiciable à la qualité du débat que nous souhaitons et dont nous avons besoin.

Sans doute convient-il encore de s'expliquer toujours plus sur le sens et l'esprit de ces débats, de rappeler ce que nous en attendons comme vivier de réflexions et de propositions. Il nous faut veiller à mieux les ancrer sur la vie, sur la réalité, sans formalisme, sans tabou, en recherchant l'expression du plus grand nombre.

Premier débat: Centre Principal d'explication - 8 syndiqués 13 h / 14 h 15 sur le temps libre.

Après une courte présentation par le Secrétaire de la section syndicale, une discussion très libre s'instaure à partir des résultats des dernières élections PTT.

La trame générale du débat s'organise autour de l'idée "Qu'est-ce qu'il faudrait que soit l'organisation syndicale?"

° Comment aborder les collègues?

Besoin de plus de pertinence du propos CGT à partir du vécu; soigner la forme de la communication (abord, présentation, convivialité, comportement, ne pas "aboyer").

Etre force de persuasion et de conviction.

° Quel rôle faire jouer aux syndiqués ? (trop longtemps on n'a pas fait la différence entre les syndiqués et salariés). Certains syndiqués ignorent que leur collègue est syndiqué. (Ils ne se connaissent pas entre eux).

L'actualité sociale, les luttes et les actions en cours, les possibilités de syndicalisation qui se concrétise en ce début d'année sont autant de signes d'une combativité non émoussée et grandissante, d'une prise de conscience que les choses peuvent bouger et de ce point de vue, le rendez-vous du samedi 4 Février sur la Protection Sociale, doit nous donner l'occasion de faire converger les potentialités actuelles.

Cette modeste contribution s'appuyant sur deux expériences vécues le 12 Janvier à Cahors, a pour vocation d'essayer de démystifier et de lever des obstacles à la tenue de débats sur tous lieux de vie, de travail.

Il est aussi nécessaire de préciser, en préalable, que tous les syndiqués sollicités dans ces deux expériences, ont répondu présents sans difficulté et que le "4 Pages" "ENVIE DE CHANGER" avait été remis (souvent pour une deuxième fois) le jour de l'invitation - Lydia BROVELLI Secrétaire Confédérale participait au titre de la Confédération.

° Situation du syndicalisme en général et renforcement de la CGT. Pourquoi ne débloque-t-on pas sur la syndicalisation ? On ne propose pas l'adhésion, on connaît les gens et on a tendance à les cataloguer. Réflexion/interrogation sur les résultats nationaux de la Fédération des PTT et le score de SUD.

Problème d'unité.

° Développement de l'action/état d'esprit: on vit une époque d'individualisme. Les gens sont perdus, fatigués. Problème de l'emploi et des CES avec débat sur la nécessité d'initier une action avec interpellation des autres organisations syndicales, mais volonté de poursuivre quelle que soit leurs attitudes avec l'ensemble des salariés.

Deuxième débat: Centre de Construction des Lignes Télécom. 15 syndiqués 15 h 30/ 17 h sur heure d'information syndicale.

Le débat s'engage rapidement sur l'action à partir de l'appréciation de la situation: Que va-t-on devenir demain? Quelle couverture sociale?

Le syndicat peut-il faire quelque chose pour lancer le mouvement social ?

Les grèves de 24 h sont-elles vraiment efficaces?

Comment créer un cordon de concertation entre les établissements de même type dépendant d'une même direction, entre départements?

Comment mieux faire circuler l'information, mieux utiliser les outils dont on dispose (syndicats départementaux, UL, UD...)?

*- Fragilité du climat (élections politiques à venir),
- Est-on vraiment la CGT qui correspond à ce qu'il faut?*

Exemple de 1968: il faudrait comme à cette époque des "meneurs". A partir de la, discussion sur délégations de pouvoir, actes de direction, syndiqué prêt à faire.

- Problèmes d'emploi (CES...) et de classification posés dans l'établissement.

°Concernant les élections professionnelles et l'unité, l'idée est avancée qu'en égard aux progrès de la CGT qui est devenue maintenant première organisation de l'établissement, cela crée des responsabilités nouvelles.

De ces deux exemples on peut tirer des observations générales qui se rejoignent.

- Le temps dont on dispose pour ce type de rencontre (1 heure, 1 heure 30 maximum) en limite le contenu et cela pose de fait le problème des droits syndicaux, de l'exercice de la citoyenneté dans l'entreprise... Et il s'agissait des PTT alors dans le privé?

- Et comment si on ne multiplie pas cela pourra-t-on écrire le document d'orientation avec seulement des éléments de ce type, qui de fait ne peuvent pas aborder tout ce dont devra débattre le Congrès. Cela ne minore pas leur intérêt et au contraire c'est leur nombre et leur répétition qui peut devenir le socle de l'organisation que nous appelons tous de nos vœux. Plus efficace, plus forte, plus, plus... et dont ont besoin les salariés dans leur masse.

Donc, il s'agirait plus d'adopter ce mode de vie en permanence que d'une manière ponctuelle mais comme à chaque jour suffit sa peine, notre union départementale a décidé de faire de la huitième semaine de l'année, du 20 au 24 Février, "une semaine de débats tous azimuts", avec implication d'un maximum de membres de la direction de l'UD.

Puisse cette contribution, les exemples donnés par l'Hebdo et par le Peuple, donner envie à tous les militants Midi-Pyrénéens lecteurs du présent numéro de notre journal régional d'en faire de même là où il est, au niveau de responsabilité qu'il a. C'est peut-être le défi que nous lance le centenaire de notre organisation au même titre qu'en 1895, les fondateurs de notre CGT avaient réussi à relever celui de leur époque.

LAUR Jacques
Secrétaire Général
UD du LOT.
Membre du Comité Régional

